

Canada Eldor Inc.

*Loi sur la protection
des renseignements personnels*

Rapport annuel au Parlement

1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018

Tables des matières

| | |
|---|---|
| Introduction | 2 |
| Mandat de la société..... | 2 |
| Structure organisationnelle et délégation de pouvoirs..... | 2 |
| Faits saillants du rapport statistique 2017-2018..... | 3 |
| Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée | 3 |
| Fonds de renseignements | 3 |
| Site Web | 3 |
| Salle de lecture | 3 |
| Formation et sensibilisation | 4 |
| Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives | 4 |
| Suivi de conformité | 4 |
| Atteintes substantielles à la vie privée | 4 |
| Coûts | 4 |
| Sommaire des enjeux-clés et des mesures prises à la suite de plaintes ou enquêtes relatives à des plaintes..... | 4 |
| Divulgations d'intérêt public | 4 |
| Usage et divulgation | 4 |

Annexe A – Décret sur la désignation des responsables d'institutions fédérales (*Loi sur la protection des renseignements personnels*)

Annexe B – Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Introduction

La *Loi sur la protection des renseignements personnels (Lois révisées du Canada (1985), chapitre A-1)* a été promulguée le 1^{er} juillet 1983. La *Loi sur la protection des renseignements personnels* (la "Loi") donne aux particuliers un droit d'accès aux renseignements que les organisations fédérales détiennent à leur sujet, sous réserve de certaines exceptions bien déterminées. La Loi protège également la vie privée des particuliers en empêchant les tiers d'avoir accès à ces renseignements personnels, et permet aux particuliers d'exercer un contrôle substantiel sur la collecte et l'utilisation de ces informations.

La société Canada Eldor Inc. est devenue assujettie à la *Loi sur la protection des renseignements personnels* le 1^{er} septembre 2007.

Ce rapport annuel sur l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* a été préparé et soumis au Parlement aux termes de l'article 72 de la Loi, et couvre la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018.

Mandat de la société

Canada Eldor Inc. («CEI» ou «la Société») a été constituée sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La société a été acquise en 1995 et est une filiale en propriété exclusive de la Corporation de développement des investissements du Canada («CDEV»). La Société n'a pas d'activités et est chargée de s'acquitter des obligations qui découlent, principalement, de l'exécution du contrat relatif à l'achat et à la vente de Cameco conclu en 1988.

La CEI n'est pas en contact avec le grand public dans le cours normal des affaires.

Au cours de la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018, la société n'a contracté aucun emprunt auprès de l'État et n'a reçu aucun crédit parlementaire.

Structure organisationnelle et délégation de pouvoirs

CEI n'a pas d'employés et ses activités sont gérées par des employés de la CDEV et se limitent à la remise en état de mines abandonnées et à des obligations relatives à des paiements d'avantages sociaux à des anciens employés.

Le coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels est un employé à temps plein de la Corporation de développement des investissements du Canada, affecté à temps partiel aux activités liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels de CEI. La CDEV a recours à un consultant indépendant au besoin.

Le coordonnateur de l'AIPRP agit comme personne-ressource pour toute question ayant trait à la collecte de renseignements personnels et à la protection de ces derniers.

La délégation des pouvoirs (annexe "A") approuvée le 11 septembre 2015 est

demeurée en vigueur tout au long de la période. Celle-ci fut renouvelée le 24 mai 2018. Le pouvoir d'approuver ou de refuser la communication des renseignements ministériels, demandés en vertu de la Loi, a été partagé entre le premier vice-président et le coordonnateur de l'AIPRP. Le coordonnateur de l'AIPRP se charge habituellement de l'administration de la protection des renseignements personnels, à l'exception des demandes de divulgation aux termes des alinéas 8(2)e) et 8(2)m) de la Loi, dont se charge généralement le premier vice-président.

Faits saillants du rapport statistique 2017-2018

L'annexe "B" fournit un rapport statistique sommaire des demandes reçues en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018.

La société n'a reçu aucune demande en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels au cours de cette période. Depuis qu'elle est assujettie à la Loi sur la protection des renseignements personnels en septembre 2007, Canada Eldor Inc. n'a reçu aucune demande sous la loi ou des consultations d'autres sociétés.

La Société n'a jamais communiqué de renseignements personnels à des organismes d'enquête fédéraux dans le cadre de l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Aucune évaluation des facteurs relatifs à la vie privée n'a eu lieu au cours de la période de ce rapport.

Fonds de renseignements

Le coordonnateur de l'AIPRP doit fournir au Secrétariat du Conseil du Trésor la description complète des documents des fonds de renseignements de la Société et lui communiquer les mises à jour, et cela dans un délai permettant de les inclure dans la publication *Info Source*.

Ces publications contiennent la description des catégories de documents ministériels détenus par Canada Eldor Inc., qui ne possède aucun fichier non consultable. Le chapitre de la Société dans *Info Source* est publié sur le site Web de la CDEV, à l'adresse www.cdev.gc.ca.

Site Web

La société Canada Eldor Inc. n'a pas de site Web accessible au public; sa société mère, la CDEV, offre le site Web suivant : www.cdev.gc.ca. Lequel contient des renseignements sur les éléments d'AIPRP de la CDEV et de ses filiales.

Salle de lecture

La société Canada Eldor Inc. n'a pas de salle de lecture officielle, car elle occupe un nombre limité de locaux. Elle pourra cependant prendre les dispositions nécessaires pour offrir aux personnes qui en font la demande un espace de consultation, comme

l'invite à le faire la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Formation et sensibilisation

Au cours du mois d'avril un consultant indépendant a prodigué une session d'information d'une journée sur la Loi de l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels aux six employés de la CDEV y inclus les deux membres de l'équipe de l'AIPRP.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

La politique de la CDEV, qui s'applique à CEI, sur la protection des renseignements personnels est révisée annuellement par le conseil d'administration et est amendée au besoin. La dernière révision a eu lieu au mois de juin 2017.

Aucune politique, ligne directrice, procédure ou initiative nouvelle ou révisée, propre à la Société et liée à la protection des renseignements personnels n'a été mise en œuvre pendant la période considérée.

Suivi de conformité

Aucune demande n'a été reçue, si bien qu'aucun suivi n'a été effectué au cours de la période considérée.

Atteintes substantielles à la vie privée

Aucune atteinte substantielle à la vie privée n'a été relevée au cours de la période considérée.

Coûts

Pour la période considérée, le coût total des activités découlant de l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est nul.

Sommaire des enjeux-clés et des mesures prises à la suite de plaintes ou enquêtes relatives à des plaintes

Aucune plainte n'a été reçue ou pas d'enquêtes ou des vérifications ont été conclus au cours de la période considérée.

Divulgence d'intérêt public

La Société n'a jamais reçu de demande de divulgation ou fait quelque divulgation au titre de l'alinéa 8(2)m) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

Usage et divulgation

La Société respecte rigoureusement l'esprit et les exigences de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ainsi que les lignes directrices du Conseil du Trésor portant sur la collecte, l'usage, la divulgation, la conservation et l'élimination de tels renseignements. Les responsables de la Société connaissent donc leurs obligations pour ce qui est de la bonne gestion des fonds de renseignements personnels, et la Société se conforme au Code d'usage et de communication en la matière.

En outre, le coordonnateur de l'AIPRP est prévenu lorsque des renseignements personnels provenant d'un fichier de renseignements personnels sont utilisés ou communiqués pour un usage qui est compatible avec les fins auxquelles ils ont été recueillis et compilés, mais qui ne figurent pas dans l'énumération des usages compatibles, énoncés dans *Info Source*.

**Annexe A – Décret sur la désignation des responsables d’institutions fédérales
(Loi sur la protection des renseignements personnels)**

DESIGNATION/ DÉLÉGATION

*PRIVACY ACT /
LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*

Privacy Act Designation Order

By this order made pursuant to section 73 of the *Privacy Act*, I hereby authorize those officers and employees of the Canada Development Investment Corporation and subsidiaries occupying, on an acting basis or otherwise, the positions identified within the attached schedule to perform on my behalf any of the powers, duties, or functions specified therein.

This designation replaces and repeals all previous orders.

Dated in Toronto on this 24th day of MAY 2018

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

Par le présent arrêté pris en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, j'autorise les agents et les employés du Corporation de développement des investissements du Canada et les filiales occupant, par intérim ou autrement, les postes identifiés dans l'annexe ci-jointe à exercer en mon nom, les attributions, les fonctions et les pouvoirs qui y sont spécifiés.

Le présent document remplace et annule tous les arrêtés antérieurs.

Fait à Toronto en ce _____ jour de _____ 2018



Chairperson- Canada Development Investments Corporation /
Le Président - Corporation de développement des investissements du Canada

Annexe B – Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*



Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution: Canada Eldor Inc.

Période d'établissement de rapport : 2017-04-01 au 2018-03-31

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

| | Nombre de demandes |
|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 |
| Total | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 |

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition des demandes | Délai de traitement | | | | | | | Total |
|--------------------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|----------|--------------------|----------------|--------------------|---------|--------------------|
| 18(2) | 0 | 22(1) a) (i) | 0 | 23 a) | 0 |
| 19(1) a) | 0 | 22(1) a) (ii) | 0 | 23 b) | 0 |
| 19(1) b) | 0 | 22(1) a) (iii) | 0 | 24 a) | 0 |
| 19(1) c) | 0 | 22(1) b) | 0 | 24 b) | 0 |
| 19(1) d) | 0 | 22(1) c) | 0 | 25 | 0 |
| 19(1) e) | 0 | 22(2) | 0 | 26 | 0 |
| 19(1) f) | 0 | 22.1 | 0 | 27 | 0 |
| 20 | 0 | 22.2 | 0 | 28 | 0 |
| 21 | 0 | 22.3 | 0 | | |

2.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|----------|--------------------|----------|--------------------|----------|--------------------|
| 69(1) a) | 0 | 70(1) | 0 | 70(1) d) | 0 |
| 69(1) b) | 0 | 70(1) a) | 0 | 70(1) e) | 0 |
| 69.1 | 0 | 70(1) b) | 0 | 70(1) f) | 0 |
| | | 70(1) c) | 0 | 70.1 | 0 |

2.4 Support des documents communiqués

| Disposition | Papier | Électronique | Autres |
|-------------------------|--------|--------------|--------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées

| Disposition des demandes | Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

2.5.2 Pages pertinentes traitées et communiquées en fonction de l'ampleur des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 101 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|--------------------------|-----------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.5.3 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Avis juridique | Renseignements entremêlés | Autres | Total |
|--------------------------|----------------------|----------------|---------------------------|----------|----------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.6 Présomptions de refus

2.6.1 Motifs du non respect du délai statutaire

| Nombre de demandes fermées après le délai statutaire | Motif principal | | | |
|--|-------------------|----------------------|----------------------|--------|
| | Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.6.2 Nombre de jours de retard

| Nombre de jours de retard | Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé | Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé | Total |
|---------------------------|--|--|----------|
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

2.7 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|----------|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 3 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

| Alinéa 8(2)e) | Alinéa 8(2)m) | Paragraphe 8(5) | Total |
|---------------|---------------|-----------------|-------|
| 0 | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 4 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

| Disposition des demandes de correction reçues | Nombre |
|---|----------|
| Mentions annexées | 0 |
| Demandes de correction acceptées | 0 |
| Total | 0 |

PARTIE 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes où le délai a été prorogé | 15a)(i) Entrave au fonctionnement | 15a)(ii) Consultation | | 15b) Traduction ou conversion |
|--|--------------------------------------|--------------------------|----------|----------------------------------|
| | | Article 70 | Autres | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

5.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 15a)(i) Entrave au fonctionnement | 15a)(ii) Consultation | | 15b) Traduction ou conversion |
|------------------------|---|--------------------------|--------|-------------------------------------|
| | | Article 70 | Autres | |
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 6 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

6.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et organisations

| Consultations | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|---|---|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |

6.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | Total |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

6.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 7- Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

7.1 Demandes auprès des services juridiques

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 101 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

7.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 101 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-------------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 8 - Plaintes et enquêtes

| Article 31 | Article 33 | Article 35 | Recours judiciaire | Total |
|------------|------------|------------|--------------------|-------|
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 9 - Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP)

| | |
|-------------------------|---|
| Nombre d'ÉFVP terminées | 0 |
|-------------------------|---|

PARTIE 10 - Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels

10.1 Coûts

| Dépenses | | Montant |
|---------------------------------------|-----|------------|
| Salaires | | \$0 |
| Heures supplémentaires | | \$0 |
| Biens et services | | \$0 |
| • Contrats de services professionnels | \$0 | |
| • Autres | \$0 | |
| Total | | \$0 |

10.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels |
|--|---|
| Employés à temps plein | 0.00 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.00 |
| Employés régionaux | 0.00 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 0.00 |
| Étudiants | 0.00 |
| Total | 0.00 |

Remarque : Entrer des valeurs à deux décimales.